

Le Bonnet Rouge

Quotidien Républicain du soir

DIRECTION & PUBLICITÉ

44, rue Drouot (Paris 9^e) — Téléph. : CENTRAL 69-70

DIRECTEUR :

Miguel ALMEREYDA

RÉDACTION & ADMINISTRATION

142, rue Montmartre (Paris 2^e) — Téléph. CENTRAL 80-62

Cinq Centimes le Numéro (Paris et Départements) : Cinq Centimes

Les "Bourreurs de Crânes" ET LA CENSURE

M. LAUCHE. — Vos censeurs ne sont pas défendables.

Ce n'est pas aux lecteurs du Bonnet Rouge qu'il est besoin de révéler la stupidité des censeurs. Ils la connaissent. Hier encore, un de ces malfaisants anonymes a pu mutiler les vers superbes de M. Bannier et l'écarter, en vertu d'un pouvoir qu'il ne tient que de l'incohérence de notre administration politique, la suppression du titre d'un dessin d'art, qui a pu paraître sur la couverture d'une revue en vente chez tous les libraires.

Or, à l'heure même où ce censeur manifestait ainsi l'incompréhension totale qu'il a de son rôle, de ses devoirs et des nécessités du bon renom de la France dans le monde, la Censure était sur la sellette au Palais-Bourbon.

A propos de la saisie d'un journal du soir, qui, par extraordinaire, n'est pas le nôtre, M. Jean Bon, avec l'esprit caustique qu'on lui connaît, a dit leur fait aux censeurs et ceux qu'on a spirituellement nommés « Les Bourreurs de Crânes ».

Ce n'est pas, à la Chambre, qu'un incident. Il n'est pourtant pas sans intérêt d'en lire le compte rendu exact. Le voici, un peu pour nos censeurs et beaucoup pour qu'on sache qu'il existe ailleurs que dans les bureaux des parlementaires assez caudateurs pour dénigrer les méfaits et le danger de la Censure.

M. Jean Bon. — Messieurs, hier soir, un journal du soir, que je ne désigne pas autrement, a été saisi. Soit que la police ait mal compris les instructions, soit que les instructions lui soient parvenues trop tard, soit qu'elle ait agi comme à son ordinaire, c'est-à-dire le plus sottement possible, tous les Parisiens avaient en mains l'exemplaire de la feuille et la police n'a pu recueillir que deux ou trois numéros dans les quelques kiosques qui n'avaient pas liquidé leur approvisionnement.

Qu'y avait-il dans cette feuille qui semblait suspect ou dangereux au gouvernement — car, lorsque les sbires de la police vont dans les kiosques, c'est évidemment que le gouvernement leur en a donné l'ordre ?

Et pour partager les angoisses du gouvernement, nous avons lu, nous nous sommes frottés les yeux, et nous avons enfin découvert un article sur un sujet que vous pouvez supposer : il traitait d'une élection que vous avez présente à la mémoire. Sur ce sujet d'actualité, un rédacteur avait commis un article regrettable.

Il n'y a pas d'ailleurs que cette feuille et ce rédacteur qui aient là-dessus écrit des sottises ; dans une feuille très grave et sur le même sujet s'élevait un blanc accusateur qui soulignait l'a-propos des beaux raisonnements déclamatoires que nous ne voyons pas s'être pas trouvée vérifiée, parce que pendant dans tous les autres journaux le matin même.

C'est une douce satisfaction pour nous de prouver que ces messieurs — qui, du fond de leur bureau de rédaction, font la leçon à l'Europe — qui, eux, nous les compétents, froids, froids, nous, vulgaires, vulgaires... — pourraient venir dans cette assemblée apprendre qu'on y sait garder un peu plus la mesure que ne font nos donneurs d'avis.

Et bien, le gouvernement, hier, a saisi. En avait-il le droit ? Et pourquoi ce rédacteur et intempérant avait-il parlé, et de cette façon ? Pourquoi ce bourreur de crânes diplomatiques avait-il pensé qu'il était encore nécessaire de travailler encore cette fois sur les crânes bourrés et bien bourrés du public ?

C'est que cette feuille est un journal officieux, quasi-officiel, monsieur le vice-président.

M. le garde des sceaux. — Je n'en sais rien.

M. Jean Bon. — Et sur quoi le rédacteur avait-il écrit son article ? Sur une nouvelle, qui à l'heure de son élection ne pouvait être qu'une nouvelle non confirmée, c'est-à-dire une fausse nouvelle. Oh ! combien je voudrais voir le directeur de la censure lui, à son banc.

M. le président. — Je vois que vous charmez la Chambre, monsieur Jean Bon, suivant votre habitude, de vos discours, mais, mettez les blancs dans vos discours, mais...

M. Charles Bernard. — On ne peut pas parler de la censure ?

M. le président. — Mais je suis obligé de faire respecter le règlement.

M. Jean Bon. — Je passe... Et, cependant, je suis dans mon sujet ; je voulais, par ma question orale, montrer pourquoi il fallait, aujourd'hui même, marquer le coup, pourquoi il nous faut aujourd'hui une petite protestation, dans la Chambre française, contre ces fautes qui, par ces sottises, sont nos pires ennemis près de l'étranger. (Applaudissements.)

Où, il fallait que cela fut dit aujourd'hui même, et c'est pourquoi j'ai transformé ma question orale en demande d'interpellation. Nous avons laissé prendre au gouvernement — c'était, vous le savez, monsieur Viviani — cette arme redoutable de la censure. On nous avait convaincus par cette fumambulique histoire qu'en 1870, de graves journaux avaient donné de fausses nouvelles dont profita l'ennemi et qu'il ne fallait pas le souffrir cette fois.

frappée ; elle n'avait pas seule dit des sottises dans cette question et, maintenant, grâce à la presse, nous sommes ridicules aux yeux du monde. (Très bien ! très bien ! sur les bancs du parti socialiste et divers bancs à gauche.) Nous avons affirmé des préférences peu convenables et en termes quelquefois indéfinissables.

J'aurais voulu que le ministre protestât ici-même contre cette presse, qui est officieuse, n'est-ce pas, et qu'il dit : « Non, malgré tout ce qu'on dit et toutes les apparences ce n'est pas moi qui signe ces articles. » Car, monsieur le ministre de la justice, il semble bien que ce soit vous qui commettiez ces sottises.

Vous êtes solidaires, messieurs du ministère. M. le garde des sceaux. — Le gouvernement n'est pas solidaire d'aucun journal, si ce n'est du Journal Officiel.

M. Raffin-Dugens. — Si, par la censure ! M. Jean Bon. — On vous le dit, par la censure, vous êtes solidaires, vous êtes solidaires des journaux que vous censurez. (Très bien ! très bien ! sur les bancs du parti socialiste et sur divers bancs.)

M. Lauche. — Vos censeurs ne sont pas défendables.

M. Jean Bon. — Si vous vous borniez à censurer les nouvelles, vous ne laisseriez passer, je pense, que les nouvelles dont vous êtes assurés ; leurs commentaires ne seraient pas votés. Mais vous censurez aussi les commentaires que vous laissez passer. (Applaudissements sur les bancs du parti socialiste et sur divers bancs à gauche.)

M. Lauche. — Vos censeurs ne sont pas défendables.

M. Jean Bon. — Si vous vous borniez à censurer les nouvelles, vous ne laisseriez passer, je pense, que les nouvelles dont vous êtes assurés ; leurs commentaires ne seraient pas votés. Mais vous censurez aussi les commentaires que vous laissez passer. (Applaudissements sur les bancs du parti socialiste et sur divers bancs à gauche.)

M. Lauche. — Vos censeurs ne sont pas défendables.

M. Jean Bon. — Si vous vous borniez à censurer les nouvelles, vous ne laisseriez passer, je pense, que les nouvelles dont vous êtes assurés ; leurs commentaires ne seraient pas votés. Mais vous censurez aussi les commentaires que vous laissez passer. (Applaudissements sur les bancs du parti socialiste et sur divers bancs à gauche.)

M. Lauche. — Vos censeurs ne sont pas défendables.

M. Jean Bon. — Si vous vous borniez à censurer les nouvelles, vous ne laisseriez passer, je pense, que les nouvelles dont vous êtes assurés ; leurs commentaires ne seraient pas votés. Mais vous censurez aussi les commentaires que vous laissez passer. (Applaudissements sur les bancs du parti socialiste et sur divers bancs à gauche.)

M. Lauche. — Vos censeurs ne sont pas défendables.

M. Jean Bon. — Si vous vous borniez à censurer les nouvelles, vous ne laisseriez passer, je pense, que les nouvelles dont vous êtes assurés ; leurs commentaires ne seraient pas votés. Mais vous censurez aussi les commentaires que vous laissez passer. (Applaudissements sur les bancs du parti socialiste et sur divers bancs à gauche.)

M. Lauche. — Vos censeurs ne sont pas défendables.

M. Jean Bon. — Si vous vous borniez à censurer les nouvelles, vous ne laisseriez passer, je pense, que les nouvelles dont vous êtes assurés ; leurs commentaires ne seraient pas votés. Mais vous censurez aussi les commentaires que vous laissez passer. (Applaudissements sur les bancs du parti socialiste et sur divers bancs à gauche.)

M. Lauche. — Vos censeurs ne sont pas défendables.

M. Jean Bon. — Si vous vous borniez à censurer les nouvelles, vous ne laisseriez passer, je pense, que les nouvelles dont vous êtes assurés ; leurs commentaires ne seraient pas votés. Mais vous censurez aussi les commentaires que vous laissez passer. (Applaudissements sur les bancs du parti socialiste et sur divers bancs à gauche.)

M. Lauche. — Vos censeurs ne sont pas défendables.

M. Jean Bon. — Si vous vous borniez à censurer les nouvelles, vous ne laisseriez passer, je pense, que les nouvelles dont vous êtes assurés ; leurs commentaires ne seraient pas votés. Mais vous censurez aussi les commentaires que vous laissez passer. (Applaudissements sur les bancs du parti socialiste et sur divers bancs à gauche.)

M. Lauche. — Vos censeurs ne sont pas défendables.

M. Jean Bon. — Si vous vous borniez à censurer les nouvelles, vous ne laisseriez passer, je pense, que les nouvelles dont vous êtes assurés ; leurs commentaires ne seraient pas votés. Mais vous censurez aussi les commentaires que vous laissez passer. (Applaudissements sur les bancs du parti socialiste et sur divers bancs à gauche.)

M. Lauche. — Vos censeurs ne sont pas défendables.

M. Jean Bon. — Si vous vous borniez à censurer les nouvelles, vous ne laisseriez passer, je pense, que les nouvelles dont vous êtes assurés ; leurs commentaires ne seraient pas votés. Mais vous censurez aussi les commentaires que vous laissez passer. (Applaudissements sur les bancs du parti socialiste et sur divers bancs à gauche.)

M. Lauche. — Vos censeurs ne sont pas défendables.

M. Jean Bon. — Si vous vous borniez à censurer les nouvelles, vous ne laisseriez passer, je pense, que les nouvelles dont vous êtes assurés ; leurs commentaires ne seraient pas votés. Mais vous censurez aussi les commentaires que vous laissez passer. (Applaudissements sur les bancs du parti socialiste et sur divers bancs à gauche.)

M. Lauche. — Vos censeurs ne sont pas défendables.

LES MYSTÈRES DE NEW-YORK M. WILSON EST-IL ELU ?

New-York, 10 novembre. M. Wilson est élu président des États-Unis (Havas).

Un télégramme de M. Tumulty, secrétaire de M. Wilson, annonce formellement la réélection de l'ancien Président (Agence Radio).

...Mais on télégraphie de New-York, à 2 h. 45, qu'il faut encore faire un pointage

New-York, 10 novembre, 2 h. 45. — D'après les journaux, il paraît certain que M. Wilson est élu mais plusieurs jours pourront se passer avant que le pointage officiel ne soit terminé.

Le quartier général républicain cède la définitivité d'une urne électorale, deux mille voix ont été transférées de M. Hughes à M. Wilson à Los Angeles, donnant à M. Wilson l'avantage par 345 voix en Californie.

Le journal « The Traveler », de Boston, qui appelle la candidature de M. Hughes, admet l'élection de M. Wilson. — (Havas.)

Londres, 10 novembre. — Le correspondant des DAILY NEWS à New-York écrit que le résultat final sera celui-ci : Wilson..... 299 voix Hughes..... 262

C'EST LA FAUTE AU MINNESOTA... New-York, 10 novembre. — Le retraitement qui s'est produit hier dans les chiffres de l'élection présidentielle persiste aujourd'hui. Cependant, M. Wilson n'arrive en tête qu'avec une majorité de 4 ou 5 voix puisqu'on lui attribue 351 suffrages contre 247 à M. Hughes. Mais ces chiffres sont encore appelés à varier, 33 votants ne sont pas encore recensés.

D'ailleurs, dans les États douteux, on attribue tout à la majorité à l'un ou l'autre des candidats. C'est ainsi qu'hier, on annonçait que dans l'État du Minnesota, M. Wilson avait une majorité de 10.000 voix qu'il devait au vote des syndicats ouvriers. Or, cette nouvelle se trouve aujourd'hui infirmée. C'est M. Hughes qui vient en tête. On lui a attribué dans le Minnesota 800 voix de plus qu'à son concurrent, puis 500. A la dernière heure, cette majorité serait à nouveau réduite.

...A MOINS QUE CE NE SOIT LE NOUVEAU MEXIQUE Londres, jeudi. — D'après M. James Kery, directeur du Herald de Chicago, l'élection présidentielle ne se décidera qu'une fois très faible majorité. S'il est vrai que ce soit le Nouveau-Mexique qui doive apporter le vote décisif, je crois qu'il fera pencher la balance en faveur de M. Hughes. Quoi qu'il en soit, la lutte est encore indécise, malgré les dires des républicains. — (New-York Herald.)

NON, C'EST LA CALIFORNIE... Londres, 10 novembre. — De New-York au Daily Chronicle : « Le vote de la Californie sera décisif. Il est difficile de faire des pronostics, mais les chiffres actuellement connus de cet État rendent le succès de M. Wilson presque certain. »

L'Élu Wilson, fils d'un pasteur, naquit à Staunton (Virginie) en 1856. En 1912, il fut choisi comme président par la Convention Démocratique des États-Unis le 5 novembre par 435 voix contre 88 à Roosevelt et 8 à Taft.

Wilson a travaillé surtout pendant son administration, à assurer aux États-Unis, avec la paix, la prospérité matérielle tout en traquant pour eux les grandes lignes d'un programme de préparation militaire et navale et en s'efforçant de sauvegarder l'honneur des États-Unis et ce qui lui paraissait constituer leurs droits de neutres vis-à-vis des belligérants. Son administration a coïncidé avec un enrichissement jusque-là sans exemple du peuple américain. Cette prospérité exceptionnelle a été le grand argument de ses partisans. Henry Ford, dans un discours récent disait : « Celui qui ne veut pas la paix et qui désire faire courir des risques à la prospérité des États-Unis devra voter contre Wilson ». Ses partisans lui ont maintenu le pays en dehors de la guerre européenne, mais aussi d'avoir évité la guerre avec le Mexique, guerre qui d'après eux n'aurait rapporté ni honneur ni avantage aux États-Unis et qui aurait profité seulement aux spéculateurs et aux agitateurs.

D'autre part, l'administration de Wilson a été marquée par le vote d'une quantité considérable de lois sociales et humanitaires qui ont assuré de nombreux suffrages.

Les partisans de Wilson comptaient sur ces lois sociales pour lui rallier un grand nombre de « progressistes ».

SUR TOUS LES FRONTS La Canonnade est vive sur la Somme Une déclaration du général Broussiloff

COMMUNIQUÉ OFFICIELS 332^e JOUR DE LA GUERRE COMMUNIQUÉ FRANÇAIS 10 novembre, 15 heures.

Canonnade intermittente et escarmouches sur différents points du front. Grande activité réciproque d'aviation dans la journée d'hier. Nos avions ont livré soixante-dix-sept combats au cours desquels un biplan fokker a été abattu dans nos lignes, près d'Armentières et un ramplier forcé d'atterrir près de Saint-Hilaire-la-Grand ; les deux avions sont prisonniers. Un autre appareil a été sûrement abattu et sept ont été descendus dans les lignes allemandes, sur la Somme.

Nos escadrilles de bombardement ont lancé plus de sept cents bombes ou obus sur les communications et cantonnements en arrière du front, notamment sur les gares de Lens et de Valenciennes, deux cent soixante-dix obus sur les hauts fourneaux d'Algrange (près de Thionville), l'aérodrome de Dieuze, la gare de Courcelles-sur-Nied et les hangars de Frescaty.

Pour trouver tous les soirs le BONNET ROUGE chez soi, il n'en coûte qu'un louis par an.

UNE GÉNÉRALE SENSATIONNELLE L'Amazone à la Porte-Saint-Martin

C'est avec joie qu'aujourd'hui je prends la plume. L'enthousiasme éprouvé hier soir, au cours de l'inoubliable répétition générale de l'Amazone m'étreint et me transporte encore.

Subitement, je me prends à regretter les complaisances aimables que j'ai montrées ici-même au cours des critiques que j'ai données depuis la guerre.

Maintenant, en toute franchise, en toute sincérité, je peux clamer mon admiration, ma reconnaissance pour les minutes fortes et révélatrices que j'ai passées au théâtre de la Porte-Saint-Martin, en écoutant l'œuvre puissamment belle d'Henry Bataille.

Pour la première fois, depuis la tour-

mente, un dramaturge abordé de front tous les problèmes sentimentaux et moraux que la guerre a posés. Pour la première fois, au théâtre, quelqu'un vient assurer que les mères, les sœurs, les amantes ne sont pas toutes des femmes spatiales et qu'à côté de l'héroïsme, la douleur a sa plus large place.

Courageusement, Henry Bataille envisage la réalité sans fard, sans artifices. Il oppose au mysticisme d'une vierge guerrière dont l'heure bellérophonaise fait des prosélytes et partant, des victimes, la souffrance, la douleur douloureuse des vraies femmes. Aux chants héroïques de l'Amazone, se haudent les sanglots de la foule déchirée, de la société niant le devoir, parce qu'elle souffre dans tous ses instincts, dans tout son amour de la jeunesse et de la famille.

Dès le premier acte, le conflit est posé, nettement, irrémédiablement.

À La Flèche, M. et Mme Bellanger ont recueilli Ginette Dardel que l'invasion allemande a chassée de sa ville. Elle a souffert, la petite réfugiée. Elle a vu les siens mourir sous les coups de la soldatesque ennemie, elle a vu ses biens anéantis. Mais elle n'a pas perdu son âme. Elle a résisté contre les larmes. Dès sa venue à La Flèche, elle a travaillé à panser les plaies des batailles. Dans l'hôpital où elle s'est engagée, elle ne soigne pas seulement la blessure, elle enflamme les volontés épuisées, remonte les courages chancelants, elle exalte.

Son rôle pour l'effroyable mère fait que, pour elle, plus rien n'a compté que la jeunesse qui s'est levée pour sauver la Patrie. Les autres, les malingres, les vieillards, tous ceux retenus loin de la ligne de feu ne comptent point. L'idéal, son idéal réside en la guerre et en ceux qui y participent d'instinct.

Son enthousiasme, son exaltation, se force juvénile ont convaincu son cousin Pierre Bellanger. Il s'est engagé, gagné par la folie bellérophonaise de la jeune fille.

Elle l'Amazone, symbole véritable de la Patrie exigeant un sacrifice dans la famille, l'effrayante Ginette Bellanger, la crainte de sa fille, la peur constamment suspendue au-dessus de leur tête, de leur cœur, de la mort possible de l'époux, du père, rien n'ébranle Ginette Dardel, l'idéal, chez elle, vainc tous les instincts d'amour.

Un second acte, Mme Bellanger est sans nouvelles de son Pierre. Depuis un mois, aucune lettre ne lui est parvenue. Le doute, le doute angoissant et affreux, dans lequel pourtant on s'endort pour ne point connaître la réalité plus affreuse, plane sur la maison.

Le soldat, au front, devient pour celle qui a laissé, une intermédiaire, ni tout à fait mort, ni tout à fait vivant. Le doute, alors devient un réconfort ; il donne l'énergie de l'espoir.

Mais la vérité implacable se montre. Un envoyé de la Croix-Rouge internationale, messager de mort, apporte la douleur dans la possible maison.

Il est le déchirement, l'abaissement, les larmes vraies de puerilité, l'émoussement de la veuve. C'est le sursaut de l'instinct individuel, c'est la révolte du petit bonheur bâti peu à peu de toutes pièces, contre ces grandes idées qui sont claires, qui transportent les âmes et qui tuent les hommes.

Dans le portefeuille du mort, qu'elle emporte, Mme Bellanger découvre que c'est sa cousine, Ginette Dardel, la réfugiée qu'elle a recueillie, qui a poussé son mari à aller battre. C'est elle, qui, par ses emprunts idéalistes l'a envoyé à la mitraille.

Assassin ! Assassin ! lui jette-t-elle, tu m'as volé mon époux et maintenant tu me voles mes larmes.

Et elle chasse l'intruse, elle la repousse comme l'Esprit du Mal, elle chasse de son home la force invincible qui détruit les foyers.

Deux ans sont passés, la guerre est terminée depuis six mois. Ginette Dardel s'est consacrée à des œuvres de bienfaisance. Peu à peu, elle oublie l'horreur ancienne. Elle échafaude un rêve d'avenir. Elle tient le bonheur, en la personne d'un sous-préfet, avec qui elle se mariera, quand Mme Bellanger paraîtra inexorable sous les voiles de deuil. Elle ne veut pas la veuve que la coupable se décharge de son fardeau. Elle doit encourir sa part de responsabilité. A ceux qui ont prêché l'échec de porter la croix du souvenir. A celles qui ont maugré le geste, celles qui ont exalté l'âme du soldat, à celles qui ont adoré la guerre, de revoir les longs voiles sombres :

— Des veuves ! Partout des veuves ! Toujours des veuves ! Et Ginette Dardel, la vierge guerrière, que sa religion de hérosisme abandonnait un instant sous l'effroi de la douleur corporelle du bonheur, s'en va, dans la Vie, avec le culte du souvenir de ceux qui sont morts pour l'idéal qu'elle prêcha.

Tout le conflit qu'expose Henry Bataille, est bien celui des deux forces infinies : la mort... l'amour.

Pourtant, il ne fut pas compris hier soir, lorsque, présentant des blessés, des rescapés de la tragédie, de ces hommes qui furent un jour des héros, mais qui ne sont plus, lorsque la paix règne, que des pékins, des pedouilles, comme il fut dit à l'un d'eux, lorsqu'une femme du peuple vint crier sa haine pour les infirmières qui, inconsciemment, sans le vouloir, modifiaient l'amour de son homme, en aristocratisant ce sentiment dans son cœur, lorsqu'elle vint dire que la place de la femme est au côté de son homme, quand il souffre, de vagues murmures s'élevèrent dans la salle.

Laissons criar ceux qui ferment les yeux pour ne point voir l'horreur, ceux qui se bouchent les oreilles pour ne point entendre les plaintes, ceux qui se grisent de phrases claironnantes dont le son bryant couvre la voix des sanglots, le souffre, de vagues murmures s'élevèrent dans la salle.

Je n'ai pu donner qu'une idée très imparfaite de l'Amazone. Mais j'ai voulu, tout au moins, saher ici l'apparition qui m'est chère d'une œuvre puissamment humaine, douloureusement vraie, indécemment émue, qui aura, dans les âmes sensibles un long et mélancolique prolongement.

Marcel SERRANO.

Le BONNET ROUGE parle net, souvent avec hardiesse, parfois crûment, mais ne bluffe jamais.

IL FAUT ÉCONOMISER... Les Théâtres fermeront UN JOUR PAR SEMAINE

Continuant sa série de réformes économiques, M. Malvy, ministre de l'Intérieur, avait décidé d'ordonner par décret la fermeture de deux fois par semaine des théâtres et établissements de spectacles.

Cette mesure venant avec la taxation des notes de restaurant supérieures à cinq francs, montre bien l'attention du ministre de faire supporter à toute la population et non seulement à une corporation le paiement de l'impôt à la défense nationale.

M. Malvy, avant de prendre cette décision, a tenu à s'informer si malgré ce décret, les intérêts des directeurs de théâtres ne seraient point trop gravement atteints.

A cet effet, il réunit, avant-hier, les directeurs des associations théâtrales, et leur fit part de son projet de demander aux salles de spectacles de fermer deux soirs par semaine.

Après délibérations, M. Malvy, reconnaissant que cette fermeture bi-hédomadaire serait cause d'un grand préjudice dans le monde théâtral, décida, d'accord avec les présidents des trois associations, de ne donner aux théâtres qu'un seul jour de fermeture par semaine.

Ce matin, les directeurs de théâtres, de concerts, de music-halls et de cinéma, réunis dans la salle Edouard-VII, étudièrent les effets de la proposition ministérielle.

Après avoir décidé que les théâtres fermentaient le vendredi, les concerts et music-halls le mercredi, les cinémas le mardi, l'assemblée résolut de laisser la faculté de décision au ministre. Et, ce n'est que sur la question de fermeture, sans autres détails, que par acclamation, l'assemblée se soumit à l'invitation du ministre.

Aujourd'hui, avant une heure, — comme M. Malvy l'a demandé — le président de l'association portera la résolution au ministre, lui laissant le soin de décider avec les associations des directeurs de théâtres, de concerts et de cinémas, le jour que leurs adhérents préfèrent accorder pour la fermeture.

Dans les théâtres subventionnés La tenue de ville obligatoire

Le sous-secrétaire d'Etat des Beaux-Arts, d'accord avec les directeurs des quatre théâtres subventionnés, vient de décider que le public ne serait admis dans ces théâtres, en quelques représentations que ce soit et jusqu'à la fin de la guerre, qu'en tenue de ville.

Les personnes qui se présenteraient au contrôle avec une autre tenue, se verraient rigoureusement refusées l'entrée.

Faits divers La Norvège et l'Allemagne

Londres, 10 novembre. — On mande de Copenhague qu'on ne connaît pas encore la teneur de la note norvégienne à l'Allemagne.

Le Verdens Gang dit qu'un point de grande importance est que les gouvernements suédois et danois ont informé l'Allemagne que l'accord est complet entre eux et la Norvège sur la question des sous-marins.

Le même journal espère que la note fournira la base d'une entente capable d'éviter un conflit sérieux. — (Information.)

Bourse de Paris DU VENDREDI 10 NOVEMBRE 1916

La tendance du marché demeure faible, le groupe des Industriels russes et les valeurs cuprifères sont plutôt offertes. Le De Beers poursuit son mouvement de hausse.

Fonds d'Etat : Français 3 00, 61.10 ; 5 00, 87.65 ; 5 00, non lib., 88.75.

Actions diverses : Banque de Paris, 1.070. — Banque russo-asiatique, 535. — Nord, 1.382. — Nord de l'Espagne, 422. — Métro, 463. — Thomson, 715. — Wagons-Lits, ord., 230. — Dynamite, 840. — Voitures, 240.

LES Chemins de fer Français ET LA GUERRE

Notre confrère Le Rappel a publié, hier, une très intéressante étude sur la situation financière de nos grandes compagnies de chemins de fer.

Si les chiffres donnés par notre confrère sont exacts — et rien ne nous permet d'en douter — la situation financière de nos grands réseaux serait loin d'être florissante.

Le bruit court, d'ailleurs, que le gouvernement serait saisi de la question et que le Parlement serait appelé à se prononcer sur les moyens proposés à remédier à cette situation.

Nous ne donnons, en tout cas, l'article de notre confrère qu'à titre documentaire et parce qu'il touche à un des grands problèmes du moment.

Il a été publié, dans ces derniers temps, sur le trafic et les recettes de nos grandes compagnies de chemins de fer, des renseignements qui, considérés superficiellement, donneraient une idée très fautive de la situation exacte de nos grands réseaux.

Certes, après la dépression profonde des premiers mois de la guerre, le trafic des chemins de fer a commencé à se relever dans le courant de l'année dernière, d'abord et principalement sur les réseaux dits de l'intérieur—Paris-Lyon-Méditerranée, Lyon,

